

**Editorial**  
**d'Hubert**  
**Raguin,**  
**Syndicaliste**  
**indépendant**  
**N° 185**

# « Les salariés n'en peuvent plus, les salariés n'en veulent plus ! Arrêtez cette politique, ouvrez des négociations sur les revendications »

*A peine les urnes des élections municipales refermées, le Président de la République en a tiré ses conclusions : continuer la même politique et mettre en place un « gouvernement de combat ».*

*A peine nommé, le nouveau Premier ministre a expliqué sa mission de combat : aller plus vite et plus loin.*

*Le discours de politique générale du Premier ministre à l'Assemblée nationale vient de confirmer toutes ces déclarations. Plus vite et plus loin dans la casse de la sécurité sociale, plus vite et plus loin dans les milliards d'exonérations de toutes sortes accordées aux patrons, plus vite et plus loin dans le blocage des salaires, plus vite et plus loin dans la multiplication des contre-réformes qui saccagent les services publics, plus vite et plus loin dans la mise en coupe réglée du budget des collectivités territoriales, plus vite et plus loin dans la décentralisation avec une remise en cause de toute l'architecture de l'édifice républicain, et enfin plus vite et plus loin dans le mal-nommé « dialogue social » pour contraindre les organisations syndicales à accompagner cette politique.*

*Pour Force Ouvrière, c'est non.*

*Non aux pactes, non aux chartes, non à l'accompagnement, non à la complaisance et à l'enfumage, c'est ce que vient de confirmer le Comité confédéral national en donnant mandat à la Commission exécutive et au bureau confédéral de prendre toutes les initiatives nécessaires pour mettre en échec cette politique d'agression, de saccage et de misère.*

*Le 18 mars, à l'initiative de Force Ouvrière, rejointe par la CGT, la FSU et Solidaires, la grève interprofessionnelle et les manifestations contre le pacte de responsabilité, pour la défense de la protection sociale collective, pour l'augmentation des salaires, étaient un avertissement. Nous devons maintenant, sur la même orientation d'indépendance et de résistance, nous préparer à l'étape suivante : bloquer le pays, tous ensemble, public-privé, par la grève interprofessionnelle, pour mettre en échec cette politique de régression et d'abandon.*

*Pour tous les personnels des ministères de la Culture, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de Jeunesse et sports, pour les salariés de la formation professionnelle, le gouvernement ne laisse aucun répit.*

*Le pacte de responsabilité s'attaque aux salaires, détruit les postes -ceux qui sont fermés et ceux qui ne sont pas créés-, confirme et aggrave les contre-réformes qui cassent le service public et les statuts.*

*La FNEC FP-FO demande audience à tous les ministres concernés pour confirmer les revendications et les mettre en garde :*

*Nous n'en pouvons plus, les salariés n'en peuvent plus.*

*Arrêtez cette politique, ouvrez des négociations sur nos revendications.*

*Nous revendiquons l'arrêt de la casse de l'AFPA, la suspension du décret sur les rythmes scolaires, la non-publication des décrets statutaires remettant en cause toutes les garanties des professeurs, l'arrêt des fusions d'universités qui détruisent les postes et les enseignements.*

*Nous revendiquons l'arrêt de toutes les fermetures de postes dans la fonction publique, la création des postes nécessaires et la revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice.*

*Les revendications sont incompatibles avec les « pactes »*

*L'austérité est incompatible avec la démocratie.*

*Syndicalistes indépendants, nous ne serons d'aucun pacte et nous préparons la riposte inter-professionnelle contre l'austérité dictée par l'union européenne.*



**Marseille**  
**18 mars 2014**

**Hubert Raguin**